

# **Le procès du Taser — Olivier Besancenot assigné en justice par la société SMP Technologies**

lundi 30 juillet 2007, par [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 26 juillet 2007).

La société SMP Technologies, qui commercialise le Taser, vient d'assigner Olivier Besancenot en justice pour diffamation à son encontre. Elle réclame la bagatelle de 50 000 euros à titre de dommages et intérêts pour le préjudice subi ! Cette société reproche au candidat de la LCR des propos tenus pendant la campagne présidentielle indiquant que, selon des sources indépendantes, cette arme aurait déjà été la cause indirecte de nombreux morts aux États-Unis.

Présenté comme une arme paralysante non létale, ce pistolet envoie à courte distance (sept à dix mètres) des décharges électriques de 50 000 volts pendant plusieurs secondes. Grâce à une initiative prise par Nicolas Sarkozy lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, le Taser équipe maintenant 3 000 policiers en France. La société SMP Technologies s'appuie sur quelques témoignages parcellaires de médecins pour vanter son absence de dangerosité. Mais, de fait, la polémique fait rage à ce sujet et il existe suffisamment de doutes quant aux conséquences de son utilisation, notamment lorsque les personnes « ciblées » souffrent de problèmes cardiaques ou sont des consommateurs de stupéfiants, pour qu'un moratoire s'impose en ce qui concerne l'équipement des policiers.

Un débat public doit s'engager sur ce sujet. Il est de la responsabilité des organisations syndicales, des associations et des partis politiques de prendre position quant à l'attribution du Taser aux forces de police. De nombreux messages de solidarité à Olivier Besancenot nous sont déjà parvenus. En septembre prochain, ce ne sera pas le procès du porte-parole de la LCR, mais celui du Taser et de Sarkozy !

*\* Paru dans Rouge n° 2216 du 26 juillet 2007.*

---

## **Faire le procès du Taser**

### **Communiqué de la LCR**

La société SMP Technologies, qui commercialise le Taser, vient d'assigner Olivier Besancenot en justice pour diffamation à son encontre. Cette société reproche au candidat de la LCR à l'élection présidentielle des propos qui indiquaient que, selon des sources indépendantes, cette arme aurait déjà été la cause indirecte de nombreux morts. Utilisé aux USA, le Taser équipe, maintenant, 3000 policiers en France. Nous ferons à cette occasion le procès du Taser. Il y a suffisamment de doutes, aujourd'hui, quant aux conséquences de son utilisation, pour qu'un moratoire s'impose en ce qui concerne l'équipement des policiers. Un débat public doit s'engager à ce sujet, et il est de la

responsabilité des organisations syndicales, associatives et politiques de prendre position quant à l'attribution du Taser aux forces de police.

Le 13 juillet 2007.